

c) Les points g), j) et l) ne sont pas applicables aux :
— transactions concernant les valeurs mobilières, instruments financiers et autres produits ou services dont le prix est lié aux fluctuations d'un cours ou d'un indice boursier ou d'un taux de marché financier que le titulaire d'une profession libérale ne contrôle pas;

— contrats d'achat ou de vente de devises, de chèques de voyage ou de mandats-poste internationaux libellés en devises.

d) Le point l) ne fait pas obstacle aux clauses d'indexation de prix pour autant qu'elles soient licites et que le mode de variation du prix y soit explicitement décrit.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

c) De punten g), j) en l) zijn niet van toepassing op :

— transacties met betrekking tot effecten, financiële instrumenten en andere producten of diensten waarvan de prijs verband houdt met de fluctuaties van een beurskoers of een beursindex dan wel financiële marktcoersen waar de titularis van een vrij beroep geen invloed op heeft;

— overeenkomsten voor de aankoop of verkoop van vreemde valuta, reischekques of internationale in deviezen opgestelde postmandaten.

d) Punt l) staat niet in de weg aan bedingen van prijsindexering, voor zover deze wettig zijn en de wijze waarop de prijs wordt aangepast hierin expliciet beschreven is.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 1059

[97/9366]

17 AVRIL 1997. — Arrêté royal fixant le règlement particulier de la cour d'appel d'Anvers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 101, 108 et 109, modifiés par la loi du 19 juillet 1985, l'article 106, modifié par la même loi et par la loi du 1er décembre 1994, l'article 109bis, inséré par la loi du 19 juillet 1985 et modifié par la loi du 3 août 1992, et les articles 105, 107, 110, 111, 112 et 113;

Vu l'avis du premier président de la cour d'appel d'Anvers, du procureur général à Anvers, du greffier en chef de la cour d'appel d'Anvers et des bâtonniers des barreaux du ressort de la cour d'appel d'Anvers;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La cour d'appel de Anvers est composée de dix-neuf chambres, soit :

— onze chambres à trois conseillers, à savoir de la première à la onzième;

— huit chambres à conseiller unique, à savoir de la première bis à la sixième bis, la onzième bis et la troisième ter, à savoir la chambre de la jeunesse.

Elle comprend également un bureau d'assistance judiciaire.

Art. 2. Les chambres à conseiller unique connaissent des affaires visées à l'article 109bis, §§ 1er et 2, du Code judiciaire.

Les chambres à trois conseillers connaissent des autres affaires.

Art. 3. La première chambre siège en matière civile les lundi matin, lundi après-midi et mardi matin.

La deuxième chambre siège en matière civile les mardi matin, mardi après-midi et mercredi matin.

La troisième chambre siège en matière civile les mardi matin, mardi après-midi et mercredi matin.

La quatrième chambre siège en matière civile le lundi matin, le lundi après-midi et le mardi matin.

La cinquième chambre siège en matière civile les lundi matin, lundi après-midi et mardi matin.

La sixième chambre siège en matière civile le lundi après-midi et en matière fiscale le lundi matin et le mardi après-midi.

La septième chambre siège en matière correctionnelle les mercredi matin, jeudi matin et jeudi après-midi.

La huitième chambre siège en matière correctionnelle les mercredi matin, jeudi matin et jeudi après-midi.

La huitième chambre siège en matière correctionnelle, pour les affaires qui sont de la compétence de l'auditorat général du travail, les deuxième et quatrième jeudis matin du mois.

N. 97 — 1059

[97/9366]

17 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het hof van beroep te Antwerpen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 101, 108 en 109, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1985, artikel 106, gewijzigd bij dezelfde wet en bij de wet van 1 december 1994, artikel 109bis, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1985 en gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992 en de artikelen 105, 107, 110, 111, 112 en 113;

Gelet op het advies van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen, van de procureur-generaal te Antwerpen, van de hoofdgriffier van het hof van beroep te Antwerpen en van de stafhouders van de balies van het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het hof van beroep te Antwerpen bestaat uit negentien kamers :

— elf kamers met drie raadsheren, namelijk de eerste tot en met de elfde;

— acht kamers met een raadsheer, namelijk de eerste bis tot en met de zesde bis, de elfde bis en de derde ter, zijnde de jeugdkamer.

Het omvat ook een bureau voor rechtsbijstand.

Art. 2. De kamers met een raadsheer houden zitting in de zaken bedoeld in artikel 109bis, §§ 1 en 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

De kamers met drie raadsheren houden zitting in de andere zaken.

Art. 3. De eerste kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag, maandagnamiddag en dinsdagvoormiddag.

De tweede kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op dinsdagvoormiddag, dinsdagnamiddag en woensdagvoormiddag.

De derde kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op dinsdagvoormiddag, dinsdagnamiddag en woensdagvoormiddag.

De vierde kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag, maandagnamiddag en dinsdagvoormiddag.

De vijfde kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag, maandagnamiddag en dinsdagvoormiddag.

De zesde kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagnamiddag en in fiscale zaken op maandagvoormiddag en dinsdagnamiddag.

De zevende kamer houdt zitting in correctionele zaken op woensdagvoormiddag, donderdagvoormiddag en donderdagnamiddag.

De achtste kamer houdt zitting in correctionele zaken op woensdagvoormiddag, donderdagvoormiddag en donderdagnamiddag.

De achtste kamer houdt zitting in correctionele zaken, voor die welke tot de bevoegdheid behoren van het arbeidsauditoraat-generaal, op de tweede en vierde donderdagnamiddag van de maand.

La neuvième chambre siège en matière correctionnelle les mercredi matin, jeudi matin et vendredi matin.

La dixième chambre siège en matière correctionnelle les mardi matin, jeudi matin et vendredi matin.

La onzième chambre siège, comme chambre des mises en accusation, les mardi matin, jeudi matin et vendredi matin et comme chambre des mises en accusation pour les demandes en réhabilitation le premier jeudi du mois.

La première chambre bis siège en matière civile les lundi matin et lundi après-midi.

La deuxième chambre bis siège en matière civile les jeudi matin et jeudi après-midi.

La troisième chambre bis siège en matière civile les lundi matin et lundi après-midi.

La troisième chambre ter siège comme chambre de la jeunesse en matière civile et correctionnelle le jeudi matin.

La quatrième chambre bis siège en matière civile les lundi matin et lundi après-midi.

La cinquième chambre bis siège en matière civile les lundi matin et lundi après-midi.

La sixième chambre bis siège en matière civile les mardi matin et mardi après-midi.

La onzième chambre bis siège en matière civile les jeudi matin et jeudi après-midi.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi après-midi en fonction des affaires dont il est saisi.

Art. 4. Le premier président peut, d'office ou à la demande du président d'une chambre, après avoir pris l'avis du procureur général, décider qu'une ou plusieurs chambres tiennent des audiences extraordinaires dont il détermine les jours et heures.

Art. 5. Le premier président peut, après avoir pris l'avis du procureur général, modifier temporairement le nombre des chambres et/ou le nombre des audiences ainsi que les compétences des chambres, en conformité avec l'article 109bis, §§ 1er et 2, du Code judiciaire.

Art. 6. Les audiences du matin commencent à 9 heures et se terminent à 12 h 30 m; les audiences de l'après-midi commencent à 14 heures et se terminent à 17 h 30 m.

Art. 7. Les introductions devant les chambres à trois conseillers se font :

— devant la troisième chambre, le mardi à 9 heures, pour les affaires concernant l'état des personnes et le droit des personnes, ainsi que pour les affaires visées à l'article 1066, 1°, 2° et 4°, du Code judiciaire;

— devant la cinquième chambre, le lundi à 9 heures, pour les autres affaires civiles, excepté celles de nature commerciale;

— devant la cinquième chambre, le mardi à 9 heures, pour les affaires civiles de nature commerciale.

En ce qui concerne les affaires visées à l'article 109bis, §§ 1er et 2, du code judiciaire et dont, conformément aux dispositions de l'article 109bis, § 2, alinéas 2 et 3 du Code judiciaire, la distribution à une chambre composée de trois conseillers n'est pas sollicitée, les introductions se font :

— devant la troisième chambre bis, le lundi à 9 heures, pour les affaires relatives au droit des personnes, excepté celles relatives à l'état des personnes, et pour les affaires visées à l'article 1066, 1°, 2° et 4°, du Code judiciaire;

— devant la sixième chambre bis, le mardi à 9 heures, pour les autres affaires civiles.

Lorsque le lundi ou le mardi est un jour férié légal, les introductions se font devant les mêmes chambres à la première audience utile.

Art. 8. Le premier président distribue les affaires civiles et fiscales. Sur la proposition du procureur général, le premier président distribue également les affaires pénales.

Art. 9. Conformément à l'article 747, § 2, du Code judiciaire, le président d'une chambre peut fixer les délais pour conclure et, le cas échéant, la date de l'audience des plaidoiries pour les affaires attribuées à cette chambre.

De negende kamer houdt zitting in correctionele zaken op woensdag-, donderdag- en vrijdagvoormiddag.

De tiende kamer houdt zitting in correctionele zaken op dinsdag-, donderdag- en vrijdagvoormiddag.

De elfde kamer houdt zitting als kamer van inbeschuldigingstelling op dinsdag-, donderdag- en vrijdagvoormiddag en als kamer van inbeschuldigingstelling voor de verzoeken tot hetstel in eer en rechten elke eerste donderdag van de maand.

De eerste bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag en maandagnamiddag.

De tweede bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op donderdagvoormiddag en donderagnamiddag.

De derde bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag en maandagnamiddag.

De derde ter kamer houdt zitting als jeugdkamer in burgerlijke en correctionele zaken op donderdagvoormiddag.

De vierde bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag en maandagnamiddag.

De vijfde bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op maandagvoormiddag en maandagnamiddag.

De zesde bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op dinsdagvoormiddag en dinsagnamiddag.

De elfde bis kamer houdt zitting in burgerlijke zaken op donderdagvoormiddag en donderagnamiddag.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsagnamiddag, naargelang er zaken zijn.

Art. 4. De eerste voorzitter kan, van ambtswege of op verzoek van de voorzitter van een kamer, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers buitengewone zittingen houden, waarvan hij de dag en het uur vaststelt.

Art. 5. De eerste voorzitter kan, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, het aantal kamers en/of het aantal zittingen en de bevoegdheden van de kamers tijdelijk wijzigen, dit laatste met inachtneming van de bepalingen van artikel 109bis, §§ 1 en 2 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 6. De zittingen in de voormiddag vangen aan om 9 uur en eindigen om 12 u. 30 m.; de zittingen in de namiddag vangen aan om 14 uur en eindigen om 17 u. 30 m.

Art. 7. De inleidingen voor de kamers met drie raadsheren geschieden :

— op dinsdag te 9 uur voor de derde kamer in de zaken betreffende de staat van personen en de andere zaken van persoonsrechtelijke aard, alsook in de zaken bedoeld in artikel 1066, 1°, 2° en 4° van het Gerechtelijk Wetboek;

— op maandag te 9 uur voor de vijfde kamer in de overige burgerlijke zaken, uitgezonderd die van commerciële aard.

— op dinsdag te 9 uur voor de vijfde kamer in de burgerlijke zaken van commerciële aard.

De inleidingen van de zaken bedoeld in artikel 109bis, §§ 1 en 2 van het Gerechtelijke Wetboek waarvan overeenkomstig de bepalingen van artikel 109bis, § 2, tweede en derde lid van het Gerechtelijk Wetboek, geen toewijzing aan een kamer met drie raadsheren wordt gevraagd, geschieden :

— op maandag te 9 uur voor de derde bis kamer in de zaken van persoonsrechtelijke aard, uitgezonderd de zaken betreffende de staat van personen, en in de zaken bedoeld in artikel 1066, 1°, 2° en 4° van het Gerechtelijk Wetboek;

— op dinsdag 9 uur voor de zesde bis kamer in de overige burgerlijke zaken.

Indien een maandag of een dinsdag een wettelijke feestdag is geschieden de inleidingen voor dezelfde kamers op hun eerstvolgende zittingsdag.

Art. 8. De eerste voorzitter wijst de burgerlijke en fiscale zaken toe. Op voorstel van de procureur-generaal wijst de eerste voorzitter eveneens de strafzaken toe.

Art. 9. De voorzitter van een kamer kan, wat de zaken betreft die aan zijn kamer zijn toegewezen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 747, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, de termijnen om conclusie te nemen en gebeurlijk de rechtsdag bepalen.

Art. 10. Le premier président fixe, après avoir pris l'avis du procureur général, les jours et heures des audiences de vacation et il établit la liste des magistrats qui y siègent.

Il peut, selon les nécessités du service, modifier en tout temps le tableau de ces audiences.

Art. 11. Les ordonnances que le premier président prend en exécution du présent arrêté sont affichées au greffe.

Art. 12. L'arrêté royal du 1er août 1991 fixant le règlement particulier de la Cour d'appel d'Anvers est abrogé.

Art. 13. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 10. Na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, stelt de eerste voorzitter dag en uur van de vakantiezingen vast en maakt een lijst op van de magistraten die zitting houden.

De eerste voorzitter mag te allen tijde, naargelang van de behoeften van de dienst, de lijst van de zittingen wijzigen.

Art. 11. De beschikkingen die de eerste voorzitter neemt ter uitvoering van dit besluit worden ter griffie aangeplakt.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 1 augustus 1991 tot vaststelling van het bijzonder reglement van het hof van beroep te Antwerpen wordt opgeheven.

Art. 13. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 1060

[C - 97/22174]

27 FEVRIER 1997. — Arrêté royal portant exécution de l'article 56, alinéa 7 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 56, alinéa 7;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 29 janvier 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "l'agent" : l'agent qui, en application de l'article 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, a été transféré de l'Agglomération bruxelloise aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou à un organisme public et qui termine sa carrière dans les services de ce Gouvernement ou dans cet organisme public. Pour l'agent qui a fait l'objet d'un nouveau transfert en exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 octobre 1993 transférant par nécessité fonctionnelle le personnel de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, ce nouveau transfert est présumé être intervenu au 1^{er} avril 1993, le transfert précédent étant considéré comme n'ayant pas eu lieu;

2° "le Ministère" : le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° "l'organisme public" : l'organisme d'intérêt public qui est affilié au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

4° "l'Administration" : l'Administration des pensions du Ministère des Finances;

5° "la pension globale garantie" : la pension à laquelle, en application de la garantie prévue à l'article 56, alinéa 6 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, l'agent aurait pu prétendre conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui lui étaient applicables à la date de son transfert mais compte tenu des modifications que ces

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 1060

[C - 97/22174]

27 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 56, zevende lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen

ALBERT II, Koning der Belgen;
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 56, zevende lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 januari 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 1 maart 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "het personeelslid" : het personeelslid dat, met toepassing van artikel 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, overgedragen is van de Brusselse Agglomeratie naar de diensten van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of naar een openbare instelling en dat zijn loopbaan bij de diensten van die Regering of bij die openbare instelling beïndigt. Voor het personeelslid dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een nieuwe overheveling overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 oktober 1993 tot overheveling omwille van functionele noodzakelijkheid van het personeel van het Bestuur van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu naar het Brussels Instituut voor Milieubeheer, wordt verondersteld dat deze nieuwe overheveling werd doorgevoerd met ingang van 1 april 1993, zodat de vorige overheveling geacht wordt nooit te hebben plaatsgevonden;

2° "het Ministerie" : het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

3° "de openbare instelling" : de instelling van openbaar nut die aangesloten is bij de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden;

4° "de Administratie" : de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën;

5° "het gewaarborgd totaal pensioen" : het pensioen waarop, met toepassing van de in artikel 56, zesde lid van voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 bedoelde waarborg, het personeelslid aanspraak had kunnen maken overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die op hem van toepassing waren op de datum van de